



Intervention de Christian PELTAIS Le 8 novembre 2007

Tout d'abord, je voudrais vous saluer et vous souhaiter la bienvenue à toutes et à tous dans un des Centres de Vacances du C.C.E. des Cheminots.

Nous avons qualifié la rentrée d'inédite même si, effectivement, nous avons aussi considéré qu'il n'y avait pas eu de pause estivale.

L'actualité sociale mérite que nous **ouvrions la conférence par un débat sur la situation sociale et économique.**

Le Gouvernement est bousté par un Président omniprésent qui multiplie les interventions pour faire aboutir le cahier revendicatif du patronat.

La première étape a été de faire un cadeau de 13 milliards aux foyers les plus fortunés, pour ensuite, porter rapidement atteinte au droit de grève, sous prétexte de mettre en place un service minimum.

Ces lois passées il a aligné les interventions sur le terrain social et, à chaque chantier ouvert, aux conférences programmées, déjà il annonçait sur quoi il attendait des résultats de la négociation.

Dans un calendrier très serré, il met le paquet, attaque toutes les garanties sociales collectives. Il cherche à nous donner le tournis, en espérant en remettre en cause le plus possible.

Avec ce double objectif, d'une part, éviter que les salariés mesurent les enjeux à long terme et, d'autre part, limiter les marges de manœuvre pour la négociation. Il est vrai qu'il avait donné le ton au Sénat :

« Je serai ouvert sur les moyens et la méthode mais je ne transigerai ni sur les objectifs, ni sur les principes. »

C'est de la négociation ? Non, c'est un ultimatum.

Lors du meeting de rentrée du 25 septembre, Graziella Lovera précisait que « la CGT continuera à porter l'exigence de transparence et de démocratie sur tout ce qui est susceptible d'avoir un impact sur les droits des salariés », en ajoutant, **« dans un pays moderne, on doit respecter la démocratie ».**

Graziella nous a convaincu que la marge de manœuvre était plus grande que la situation ne le laissait entrevoir, pour peu que nous tenions notre rôle syndical (elle ne pensait pas si bien dire. J'y reviendrai).

Pour sortir de la crise, le pays a besoin de réformer et cette exigence de changement est portée par les salariés que ce soit sur les questions économiques, sociales et démocratiques.

Si les salariés souhaitent des changements profonds, la CGT les revendique aussi.

Nous sommes une organisation de transformation sociale, pas une organisation de statu quo.

Mais cela ne veut pas dire accepter n'importe quoi.

La précarité, les bas salaires, le chômage de masse, la pénibilité du travail, les maladies professionnelles, les atteintes aux libertés syndicales et les entraves à l'instauration d'une démocratie sociale fondée sur la reconnaissance et la représentativité des organisations, les inégalités salariales, les discriminations, les petites retraites... voilà l'existant et voilà ce que nous voulons changer !

Non seulement **nous n'avons pas peur des réformes** mais nous les revendiquons.

Le MEDEF pousse ses réformes. Nous pouvons lui imposer les nôtres, mais pour cela il nous faut être à l'offensive.

C'est avec cet objectif que la CGT a décidé de participer à la manifestation nationale du 13 octobre à Paris, afin que le Patronat et le Gouvernement prennent en compte la réalité des travaux pénibles, alors que depuis 2003, la négociation sur la pénibilité du travail s'enlise.

Le 13 octobre a été une grande journée de lutte pour la solidarité et donc pour obtenir un nouveau financement de la Sécurité Sociale, pour s'opposer à la mise en place des franchises médicales et faire reconnaître la pénibilité du travail.

Sans réponse solidaire, il n'y aura pas de conquêtes sociales.

Si la CGT se prononce pour l'égalité de traitement de tous les salariés mais avec la prise en compte de la spécificité, les contrats sociaux de certaines professions et de la pénibilité de certaines activités, il faut mettre tout sur la table et nous verrons qui sont les vrais privilégiés dans le pays.

Selon les calculs de la Cour des Comptes, c'est une ardoise de 25 milliards dans les comptes sociaux du fait de la non-taxation des bénéficiaires des stocks options.

Solidarité qui était aussi au cœur de la journée mondiale contre la misère du 17 octobre, à laquelle la CGT a contribué à la réussite nationale.

Mais nous avons besoin de conforter la place que nous reconnaissons les associations par un travail de terrain.

Cette journée a amené, par solidarité, les cheminots et les électriciens gaziers à reporter la **journée de lutte au 18 octobre**.

Elle a été exceptionnelle à plus d'un titre :

- ✓ Fort pourcentage de grévistes,
- ✓ 73,5 % chez les cheminots,
 - 78 % en Bretagne
- ✓ 70 % à la RATP
- ✓ et près de 75 % à EDF-GDF,

Avec les organisations territoriales,

- ✓ Des manifestations convergentes ont été organisées : 6 sur la région :
- ✓ De nombreuses délégations du privé étaient présentes.
- ✓ Près de 15 000 manifestants sur la région : 300 000 dans tout le pays.

Cette journée a favorisé le développement du climat revendicatif dans toutes les entreprises.

Sur la Région, dès le 06 octobre, nous comptons 2 500 manifestants dans les rues de Brest pour la défense de l'emploi **contre les licenciements chez Jabil** où 600 emplois sont menacés, 290 à moyen terme.

Dans la continuité, l'U.L. de Brest est à l'initiative d'une nouvelle mobilisation avec F.O., Solidaire et la F.S.U., le 17 novembre prochain.

Les salariés de **l'entreprise, sous-traitante de chez Alcatel à** 95 %, ne sont pas près d'être rassurés ; c'est une nouvelle annonce de moins 4 000 emplois dans le groupe Alcatel-Lucent après les 12 500 annoncés en février dernier. Le 31 octobre, les sites de Lannion, Rennes et Orvault débrayaient pour exprimer leur inquiétude.

Une nouvelle fois, la CGT a été et continue d'être très active pour le développement de la lutte, sur une région où la CFDT est majoritaire. C'est cette démarche unitaire qui a guidé les Camarades de l'UD des Côtes d'Armor en décidant de reporter au 20 octobre la manifestation départementale contre les **franchises médicales**.

Présence de la CGT aussi le 24 octobre à Vannes contre la réforme de la carte judiciaire.

Les 29 et 30 octobre, les salariés de **chez Gomma à Rennes** manifestaient devant l'usine touchée une nouvelle fois par un plan de licenciement.

Le 25 octobre aussi, sur le site SAGEM à Fougères, 250 salariés ont débrayé contre la vente de sites de la branche à un fond de pension américain. Aujourd'hui, tous les sites du groupe sont en grève.

Depuis le 5 novembre, les salariés des combustibles de l'ouest bloquent les entrepôts Total. Ils exigent des augmentations de salaires et de meilleures conditions de travail.

Le conflit engagé par les marins pêcheurs du sud Bretagne met une nouvelle fois en évidence les difficultés liées à la question du pouvoir d'achat.

Tous les jours, les salariés sont confrontés à des hausses de prix des biens de consommations. La hausse du carburant que l'on connaît actuellement dépasse les limites du raisonnable.

Le vrai problème posé par les marins, patrons-pêcheurs, ou matelots, est bien celui de la reconnaissance et de la valorisation du travail par le salaire. Il est celui de pouvoir exercer dans des conditions humaines son travail et de pouvoir en vivre.

Les raisons qui ont mis le secteur de la pêche dans cette situation sont multiples. D'une part, l'augmentation des coûts du carburant, le comportement des compagnies pétrolières qui privilégie la spéculation financière et engrangent des profits énormes sans répondre aux besoins.

Sont également en cause les politiques européennes en matière de pêche, ainsi que l'état français, qui depuis des années réduisent les zones de pêche en imposant des quotas qui diminuent la flottille.

Ces directives organisent une concurrence faussée entre différents pays européens.

Les propositions faites par le président de la république ne répondent en rien aux problèmes de l'avenir de la pêche et des pêcheurs. Si elles peuvent amoindrir les difficultés réelles des marins pêcheurs dans l'immédiat, elles reportent de manière plus accrues les difficultés en particulier sur l'avenir de la couverture sociale des marins.

L'avenir de la pêche dans une conception de développement durable mérite des réponses qui obligatoirement vont s'affronter aux logiques de rentabilité financière et de la politique européenne en la matière. La mobilisation des marins doit permettre d'apporter de vraies réponses.

C'est dans ce sens que le président doit mener sa croisade s'il entend réellement répondre aux besoins des salariés.

Dans ce contexte, la situation sociale, économique et la courbe de l'emploi industriel de la Bretagne demandent que, collectivement, nous prenions des dispositions **pour ouvrir des perspectives aux salariés**, que ce soit sur le contenu des propositions et sur l'activité revendicative à développer.

Qui dit emploi, dit vie, et pour vivre sur un territoire il y a des besoins auxquels il faut répondre : transport, santé, éducation, formation professionnelle, développement économique et social, ce qui pose en grand la question des services publics.

Bien souvent, nous sommes le dos au mur, face à des plans sociaux qui nous tombent dessus, des fermetures d'entreprises, des suppressions de services publics et des privatisations. Comment anticiper cette situation ? Comment reprendre la main et être dans un rapport de force favorable qui nécessite un élargissement, des convergences, qui dépassent les seules solidarités qui sont, bien sûr, nécessaires ?

C'est tout le sens de la campagne que nous pourrions lancer pour **travailler et vivre en Bretagne** en organisant des assises de l'emploi et des services publics au niveau des pays voire des bassins d'emploi, afin de faire exprimer les besoins et de travailler sur les réponses à apporter aux attentes des salariés et des populations.

Partir des besoins des femmes et des hommes, là où ils travaillent et vivent, y répondre, c'est générer de l'emploi. Cette question est centrale, c'est elle qui structure un aménagement durable du territoire.

Mais pas de l'emploi précaire, du travail, du vrai, pas du précaire qui condamne bien souvent les jeunes à rester chez leurs parents bien plus longtemps qu'auparavant et engendre un mal vivre.

Non, ce n'est pas de cela dont nous parlons, mais de véritables emplois, avec une formation qualifiante, des garanties collectives, des salaires reconnaissant les compétences, un statut

du travail salarié et une sécurité sociale professionnelle que nous devons faire vivre comme perspective gagnable parce que juste.

Partir de là où travaillent et vivent les **Bretons et construire des réponses à leurs attentes** dans l'**entreprise**, en matière de **conditions de travail**, de **salaires**, d'**emplois** mais aussi de **garde pour les enfants**, de **transports** pour aller au boulot, **d'accueil des personnes âgées**, de **logement**...

Nous devons partir des besoins, dans et hors entreprises, car les salariés ne sont pas coupés en tranche. Lorsqu'ils passent le portail de l'entreprise, leurs préoccupations qui concernent l'ensemble de leur vie sont toujours présentes.

Défendre les intérêts matériels et moraux, individuels et collectifs qui sont les fondements de notre syndicalisme nous impose de prendre en compte la globalité des besoins des salariés.

La période qui va s'ouvrir va donc être **une période intense de mobilisation**. Il va falloir répondre aux attaques du Patronat et du Gouvernement, éviter la division syndicale sans s'enfermer dans une posture uniquement défensive.

C'est ce à quoi a travaillé la Fédération des Cheminots en s'appuyant sur le rapport de force créé le 18 octobre. Six fédérations ont décidé d'une grève reconductible à partir du 13 novembre, à 20 heures, la CFDT a rejoint l'appel de 24 heures.

Ceux de la RATP ont une démarche parallèle à celle des Cheminots.

L'objectif de la CGT est bien de gagner sur le cadre de la réforme des régimes spéciaux, pour les salariés concernés bien sûr, mais aussi pour se mettre en condition la plus favorable pour gagner sur la réforme d'ensemble des retraites du régime général.

Ce choix nous conduit à argumenter fortement non seulement en défense des acquis des salariés, visés par la réforme des régimes spéciaux, mais de le faire en gagnant la conscience des millions d'autres à l'importance d'être solidaires autour d'enjeux communs pour la réforme des retraites qui se profile pour début 2008.

Chaque étape de l'action, des propositions, des discussions avec les directions d'entreprises et le Gouvernement est conçue en étroite liaison entre les fédérations et la confédération.

C'est un moyen essentiel pour déjouer le piège tendu par **Nicolas Sarkozy** : opposer les différentes catégories de salariés les unes aux autres, affronter le mouvement syndical et singulièrement la CGT là où elle est la plus forte, isoler et abattre le mouvement social, dans ce secteur pour dégager la voie à d'autres réformes antisociales de grande ampleur.

Les commentaires de presse comparant sans cesse le 18 octobre à décembre 95 illustrent tout à la fois la volonté de revanche de ce pouvoir et aussi sa hantise de voir se renouveler un mouvement de cette ampleur.

L'ampleur des moyens mis pour diviser les syndicats et opposer les salariés entre eux est à la hauteur de l'enjeu.

C'est tout le sens des orientations du 48^e congrès que nous devons impulser.

Cette démarche se construit avec les syndicats dans les entreprises qui sont dans les territoires, le local, dans le pays, le département, en région et nationalement.

Ainsi, sur les questions salariales, la FAPT a été à l'initiative d'une rencontre unitaire pour lancer un appel à la grève aux côtés des Fonctionnaires le 20 novembre. Trois organisations syndicales de fonctionnaires de justice CGT, UNSA.J et CFDT se sont exprimées contre la réforme de la carte judiciaire.

Ajoutons à cela l'adresse des cinq confédérations au Premier Ministre à l'occasion du projet de loi sur le financement de la Sécurité Sociale pour 2008 qui prévoit l'institution de franchises médicales, tout en les refusant, elles exigent un débat sur les perspectives, tant sur le financement de la santé que sur l'organisation du système de soins.

C'est une des questions qui traversera l'atelier sur la santé dans les territoires.

Au travers des quatre ateliers de cet après-midi, sur les quatre champs d'intervention régionaux, nous nous fixons comme objectif de travailler à partir d'un état des lieux sur la réalité régionale et sur les repères revendicatifs confédéraux. Nous voulons intégrer les attentes des professions et des salariés actifs et retraités sur les territoires et ainsi contribuer à l'élaboration des propositions concrètes tant sur le contenu que sur la démarche pour les faire avancer.

Ainsi, ces quatre ateliers sont l'occasion de constituer un réseau de militants qui vont pouvoir prolonger les échanges, dans les collectifs, à partir des réalités bretonnes et garantir un lien, avec les organisations de la CGT, tant professionnel que territorial sur leur propre champ.

Les ateliers seront force de proposition et dans ce cadre, les restitutions des débats, qu'ils feront demain matin seront la base du travail qui constituera la feuille de route de chaque collectif.

Cet après-midi, Jacqueline Lazarre, membre du collectif confédéral sur les **repères revendicatifs**, interviendra avant que les quatre ateliers se réunissent pour préciser la démarche pour faire vivre les repères revendicatifs.

La dernière conférence avait permis d'avancer dans ce sens, il nous faut aller plus loin.

Comment allons-nous aborder la prochaine période sur la région ?

L'actualité sociale a été riche en octobre. Pas une semaine sans qu'une initiative revendicative n'ait impliqué une organisation professionnelle et territoriale.

Depuis le début de la semaine, c'est un bouillonnement revendicatif.

Au regard de cette activité revendicative qui se développe en Bretagne et dans le contexte national et avec le souci de faire exprimer les revendications à partir des lieux de travail Nous avons à prendre des dispositions pour être, à tous les niveaux de l'organisation, bien en phase avec les attentes, avec l'objectif d'arriver à un développement durable du rapport de force.

Pour la CGT, la meilleure façon de construire les alternatives, c'est de partir des besoins des salariés et des citoyens, de les transformer avec les syndiqués et les salariés en perspectives revendicatives, pour imposer au Gouvernement et au Patronat des négociations sur les cahiers revendicatifs.

Allez à la rencontre des salariés, débattre, construire avec eux l'avenir est essentiel. C'est l'objectif que se fixe la Confédération au travers du 4 pages **« Résolument avec vous »**.

Je vous propose d'en faire une démarche de toute la CGT sur la Bretagne au service de chaque organisation, du syndicat, de l'UL, pour maîtriser les attentes de tous les salariés actifs et retraités, privés d'emploi. Ainsi, au niveau de l'entreprise, mais aussi de la localité, du département et même de la région et par professions, nous nous mettrons en capacité d'avoir une connaissance des attentes et des revendications, au regard des repères revendicatifs que nous mettons en débat.

Pour faire vivre la consultation confédérale, ne pourrions-nous pas mettre en place un dispositif UL par UL, département par département, afin de nous mettre en phase avec les attentes ? Ce serait une sorte de veille sur les besoins qui s'expriment lors des débats sur nos propositions.

Il est certain que nous sommes dans une phase de montée en puissance des mobilisations qui ne pourra se construire sur la durée, qu'à partir des syndicats.

Dans cet objectif, **la dimension unitaire n'est pas une déclaration de principe**, elle est aussi source d'efficacité pour gagner, nous l'avons vu pour le CPE. Mais, la meilleure façon de la cimenter, c'est bien de la construire à partir de l'entreprise, du territoire, c'est d'ailleurs une aspiration forte des salariés.

Bien sûr, l'unité est un combat. Elle ne peut se résumer à des débats de directions syndicales. Elle doit se construire à partir d'un contenu revendicatif débattu avec les syndiqués et les salariés. Au regard des enjeux auxquels nous sommes confrontés, pas une seule organisation ne peut aujourd'hui imaginer qu'elle pourra à elle seule peser suffisamment pour faire reculer la visée libérale idéologique que nous connaissons.

Il y a forcément des différences d'appréciations, des divergences entre organisations, mais il y a aussi des convergences sur lesquelles nous devons travailler sous le contrôle des salariés. La CGT a un rôle important à jouer dans cette démarche attendue par les salariés. Certes, il ne s'agit pas de gommer ces différences, mais de faire vivre une démarche démocratique imparable. Cela passe par une culture du débat, par de l'information, de l'argumentation, de la démonstration. C'est cette démarche que nous avons essayée de construire avec le lourd handicap qu'est la première organisation syndicale de la région et qui s'attache à travailler des majorités de gestion, y compris avec les patrons.

La place et le rôle des syndiqués dans cette démarche nécessitent de passer un pallier qualitatif, mais également de mettre au centre de notre activité la question du renforcement, non pas comme une question de boutique CGT, mais comme l'élément déterminant de la construction du rapport de force.

Donnons la parole à tous les salariés.

Ayons bien en tête qu'aucune initiative ne s'oppose mais que notre démarche est guidée par la volonté de partir des besoins des salariés actifs et retraités, des privés d'emploi, en ayant le souci de travailler la cohérence entre professions, sur des formes d'action adaptées aux réalités locales.

En Bretagne, région de bas salaires,

- ✓ dans un pays où l'amélioration du pouvoir d'achat est la première revendication,
- ✓ dans une région qui est l'une des plus touchée par l'augmentation du coût du logement, avec des pressions salariales fortes du fait de la précarité, des temps partiels non choisis et du niveau élevé des emplois saisonniers,

comment allons-nous aborder la venue du Président de la République qui envisage un Conseil des Ministres décentralisé, initialement prévu fin janvier-début février et qui pourrait être avancé courant décembre. Au regard de la conception qu'a le Président du dialogue

social et des libertés syndicales (en Corse, il a purement et simplement interdit la manifestation organisée par la CGT, la CFDT et la FSU, et dans le même temps, des largesses étaient accordées aux militants nationalistes) ; ça c'est la démocratie rénovée !

Autre exemple de démocratie, les conférences du Gouvernement (pas celle du C.R.B.) se sont achevées sur des annonces de groupes de travail, de rapports demandés sur des projets gouvernementaux déjà dans les tuyaux.

Je vous propose que nous fassions de cette période **un grand moment de débats et d'expression des revendications à tous les niveaux**, de dépôt des cahiers de revendications dans les entreprises, dans les professions, les départements. Nous pourrions travailler sur un rendez-vous convergent le jour ou avant le Conseil des Ministres pour exprimer les revendications des salariés actifs et retraités et privés d'emploi de la Bretagne. Démarche qu'il nous faudra travailler unitairement à partir des entreprises, des localités, .

Sachant que cette initiative ne doit pas être une fin en soi mais une étape pour travailler un élargissement des luttes dans l'ensemble des branches, des entreprises pour gagner l'ouverture de négociations sur les cahiers revendicatifs et là où les décisions se prennent.

Ainsi, nous pourrions être un outil pour les solidarités et les convergences et travailler sur la compréhension des transformations indispensables pour répondre aux attentes des salariés.

Cela nous amènerait à des expressions au plus près des réalités sur les propositions CGT dans une dynamique par département et régionalement avec un contenu au regard de ce que nous allons travailler dans les ateliers.

Ainsi, les repères revendicatifs confédéraux adaptés sur la région seraient un meilleur atout pour populariser et rendre lisibles les propositions CGT.

Ayons bien conscience que cela nous demande d'être réactifs et disponibles pour véritablement élever le rapport de forces.

Ainsi nous ferons du dernier paragraphe de la note confédérale, à l'issue du C.C.N., notre fil rouge :

« Partout où la CGT est représentée, **elle mettra tout en œuvre pour faire progresser le climat revendicatif**. Afin d'appuyer toutes les mobilisations, elle prendra les décisions à tous les niveaux qui s'imposent au fur et à mesure où se concrétisent les convergences revendicatives et unitaires ».

Démarche en direction de l'Etat mais aussi force de proposition en direction du conseil régional.

Vous avez eu l'occasion de prendre connaissance des démarches initiées auprès du conseil régional depuis la dernière conférence qui nous ont amené à développer nos propositions sur :

- ✓ Les transports,
- ✓ Les infrastructures,
- ✓ Sur le transfert des ports, des aéroports, la décentralisation, la recherche, l'éducation, les N.T.I.C. sur la sécurité sociale professionnelle... pour n'énumérer que quelques-unes.

Actuellement deux dossiers sont encore en cours de discussion, c'est d'une part, notre demande de **conditionner l'attribution des aides publiques** à des critères sociaux. Le 5

octobre, nous nous sommes rendus à cet échange avec la ferme intention que les 5 axes que sont :

- ✓ l'égalité professionnelle,
- ✓ le développement de l'accès à la formation
- ✓ Le développement du dialogue social
- ✓ L'amélioration de la qualité de l'emploi et du travail
- ✓ Et le développement durable

Soient négociés dans les entreprises qui demandent des aides avec des engagements concrets mesurables dans le temps.

Cette démarche inciteraient les entreprises à consulter les I.R.P. et à en mettre en place là où il n'y en a pas.

N'aurions-nous pas, un outil de plus pour travailler sur la délégation interentreprises et la création de CHSCT de site ?

A noter qu'à la dernière minute, la nouvelle rencontre prévue la semaine dernière a été reportée. Les patrons mais aussi la C.F.D.T. estiment que le Conseil Régional va trop loin sur le contrôle des fonds (sans commentaires !).

L'autre démarche consistait à **reconnaître à la CGT toute sa place dans les instances régionales au regard de sa représentativité.**

Dans cet objectif, nous avons engagé une démarche avec les autres organisations syndicales lors d'une rencontre le 23 avril avec aussi les questions de fonctionnement des instances régionales comme l'A.E.B., l'ARACT, la COPIRE ainsi que dans le cadre du renouvellement du C.E.S.R.

Comme nous l'avons repris dans le compte-rendu paru dans le Rapid'Info, notre initiative est un pavé dans la mare des relations habituelles et consensuelles qui semblent être la règle admise par les autres organisations syndicales, sauf F.O.

Après que nous ayons adressé une lettre commune au Président du Conseil Régional, nous avons eu une réunion de travail avec le Conseil Régional et en présence de toutes les organisations syndicales. **Il a été décidé que pendant la préparation des orientations budgétaires et sur les aspects sociaux, deux fois par an une rencontre régionale sera organisée sur un ordre du jour préparé avec les organisations syndicales.**

La première rencontre est prévue le 29 novembre. Vous comprendrez que nos interventions seront traversées par les débats de cette conférence et les décisions que nous prendront, y compris sur le terrain revendicatif.

Notre proposition d'une initiative à l'occasion du Conseil des Ministres traversera nos échanges avec les autres organisations syndicales. Si le Conseil des Ministres se tient, mais en tout état de cause cela n'exclura pas un débat sur l'activité revendicative à travailler unitairement au regard des échanges que nous allons avoir pendant ces deux jours.

Si je développe à partir de ce point, c'est pour que nous puissions avoir un échange franc sur ce que nous pourrions initier comme démarche au regard de la situation régionalement.

Bien entendu, il ne s'agit pas de travailler à une **structuration de la CGT régionalement mais de mieux travailler ensemble dans la CGT**

Si nous sommes d'accord pour que les lieux où la CGT siège soient autant de caisses de résonance pour les revendications des salariés de la Bretagne, cela nous demande d'avoir davantage un travail de proximité. Avec le souci de résister aux mauvais coups et construire démocratiquement des propositions de progrès social.

Le débat que nous aurons tout à l'heure sur le dialogue social, nous permettra de développer sur cette dimension.

Les enjeux de la région nous interpellent sur le rôle de chacun.

Dans le respect des règles de fonctionnement démocratique réaffirmées par le dernier congrès confédéral, le Bureau sortant du Comité Régional a décidé de convoquer la 13^e Conférence Régionale, trois ans et demi après celle des 10 et 11 juin 2004.

La 12^e Conférence avait pointé quelques axes forts que nous nous sommes attachés à essayer de faire vivre pour gagner à plus de solidarités, développer des initiatives convergentes et construire un rapport de forces plus favorable.

Ainsi 4 collectifs permanents de travail ont fonctionné, sur la santé, le transport et les infrastructures, la formation professionnelle et initiale et la vie syndicale

Des groupes de travail se sont réunis sur l'énergie, l'égalité Femmes-Hommes, la sécurisation des parcours professionnels, sur le développement du dialogue social dans l'artisanat et plus récemment dans les industries de l'agroalimentaire. Le travail sur les enjeux régionaux a été porté dans les interventions des mandats CGT (notamment au CESR et en direction du Conseil Régional et du Préfet de Région).

Nous avons dégagé des axes de travail en matière de réponse aux besoins de **formation des militants**, notamment avec l'ISSTO, avec la Région des Pays de la Loire.

Un travail interrégional aussi, sur la maritimité, l'énergie et la filière de déconstruction de bateaux, autant de points qui vous ont été adressés dans le cadre de la préparation de la conférence et vous avez un bilan d'activité dans vos dossiers remis ce matin. Nous rappelons que ce bilan illustre une réelle volonté de construire mais nous révèle aussi les difficultés de la prise en compte des questions revendicatives régionales et du besoin de mieux mutualiser, d'organiser le travail collectif et faire mieux ensemble.

C'est avec cet objectif que depuis le 48^e congrès nous travaillons plus particulièrement sur la **mise en œuvre des décisions confédérales** au regard des champs d'intervention du Comité Régional et sur le « travail ensemble professions et territoires ».

C'est ainsi que nous avons décidé d'initier des rencontres avec les secteurs professionnels. La première s'est tenue le 2 février, puis le 18 juin et le 16 octobre dernier.

Nous avons aussi décidé de placer la Conférence Régionale comme une étape dans la préparation de la **Conférence sur les U.L.** qui devait se dérouler à Montreuil. Elle sera reportée en mars 2008, après la fin du conflit des Cheminots (c'était pour voir si vous suiviez !)

Concernant la Conférence, nous avons la volonté de ne pas travailler pour telle ou telle structure mais bien de favoriser une réflexion de toute la CGT sur l'outil CGT utile aux syndicats donc aux syndiqués.

Au vu de ce qui nous a été remonté par le biais du **questionnaire préparatoire** à la Conférence (environ 40), ce sont plus de cent Camarades individuellement ou collectivement

ont contribué à enrichir notre débat. Les contenus démontrent que la réflexion sur l'outil CGT n'est pas l'affaire de telle ou telle structure. Il faut savoir se mettre autour de la table sur les questions qui se posent pour que chacun, dans son domaine d'intervention, puisse aider à créer les conditions pour gagner un rapport de force favorable à la négociation.

Ainsi, régionalement, il nous faut (mieux) définir les champs d'intervention :

- ✓ Le développement économique, l'activité industrielle, la recherche, l'innovation
- ✓ Le lien à faire entre l'emploi, les conditions de travail, la santé dans les territoires
- ✓ La formation professionnelle et initiale, en lien avec notre proposition d'un statut du travail salarié
- ✓ Les infrastructures et les transports.

C'est une démarche qui nous amène à proposer de travailler cet après-midi par atelier.

Ce sont de réelles transformations dans nos méthodes qu'il nous faut engager, afin de mettre en œuvre les décisions, en expérimentant des fonctionnements et en les évaluant.

La question de la lisibilité et de l'intérêt de tel ou tel mandat revient souvent.

Ce qui a naturellement amené une proposition que nous devons retenir. Nous organiserons une fois par trimestre, **une rencontre des élus et mandatés afin d'échanger sur des sujets communs** qui sont à traiter dans les instances de représentation, d'intervention et de négociation régionalement.

Pour rappel, ce ne sont pas moins de 120 mandats où la CGT est appelée à être représentée au niveau régional.

Si on y ajoute ceux des départements, dans les pays, et ceux avec qui un lien est nécessaire, avec les professions, je pense notamment aux CHSCT, aux commissions logement, celles sur l'emploi et la formation dans les CE, nous avons là des outils pour travailler à une meilleure confédéralisation des revendications et à gagner sur le lien avec les syndicats. Les décisions prises par le Grenelle de l'environnement, sur l'extension des droits des CHSCT en la matière et du C.E.S.R. sont des raisons de plus pour décloisonner.

Les questions de l'eau ou comme nous l'avons engagé sur la filière automobile avec un nouveau rendez-vous le 22 novembre ou encore sur la déconstruction de bateaux, démontrent que sans la relation directe avec les Fédérations et les syndicats concernés, on est dans l'incapacité de porter des propositions qui fédèrent et on manque de lisibilité.

Cela répond à la démarche de mieux **prendre en compte la réalité professionnelle pour gagner la démarche confédéralisée** et non l'inverse.

C'est aussi la demande d'être entendu, d'être sur un pied d'égalité, de pouvoir prendre toute sa place dans la CGT, de plus de mutualisation, d'information. Le Rapid'Info à tous les syndicats est une demande, ce qui pose en grand la question de la bataille des idées. La mise en place du site de la Région sera un outil mais dans ce cadre, au regard de la diffusion du journal la **NVO**, sur la région c'est un terrain qu'il nous faut investir à un autre niveau.

Pour résumer sur les remontées du questionnement qui doivent continuer, y compris pendant la conférence, la démarche a été bien accueillie, elle a permis de faire remonter des positions qui interpellent toute la CGT

C'est le cas sur **l'outil que nous proposons pour les syndicats** ainsi cela pose la question du rôle, du fonctionnement des secteurs professionnels et amène des débats au-delà de la région avec les fédérations, mais, à chaque fois, notre démarche a un retour très positif et nous encourage à tenter l'expérience comme nous y invite le 48^e congrès.

C'est d'ailleurs après des bureaux élargis aux secteurs professionnels que nous avons décidé de vous proposer de donner une autre dimension au Comité Régional. Bien entendu, vous allez pouvoir vous exprimer sur les propositions que nous pourrions enrichir de vos réflexions pendant ces deux jours, à partir de ce questionnement, « Quel outil régional pour les syndicats, au service des convergences entre territoires et professions ? ».

Les transformations économiques et sociales de ces dernières décennies ont aussi profondément bouleversé notre implantation et notre fonctionnement syndical. Cela a conduit à des transferts de tâches qui relèvent traditionnellement du syndicat vers les structures territoriales. Le 48^e congrès a donné les moyens aux syndicats d'être autonomes et solidaires, ainsi les structures territoriales doivent pouvoir mieux assurer les réponses aux besoins nouveaux des salariés. Elles ont à répondre à l'exigence de proximité non seulement en terme de distance géographique mais aussi en capacité à anticiper, proposer et répondre rapidement aux enjeux revendicatifs et aux convergences nécessaires.

Pour finir mon intervention, je voudrais rapidement revenir sur la proposition des 4 UD sur ce que pourrait être le fonctionnement du Comité Régional, après les débats de nos deux journées.

Ainsi, nous proposons de franchir **une étape décisive dans la construction de l'activité de la CGT** sur la région **en y impliquant tous les acteurs** qui peuvent contribuer à ce que nos orientations soient lisibles dans les syndicats.

Vous avez remarqué que nous n'avons pas prévu de faire modifier les statuts. Il s'agit plus d'avancer sur **une expérimentation de fonctionnement avec des secteurs professionnels et des représentants des territoires de proximité** afin que dans le cadre de la préparation du 49^e congrès confédéral nous soyons en capacité de réaliser un bilan d'étape. Ainsi, si modification des statuts du comité régional il doit y avoir, elle n'interviendra que lors de la prochaine conférence.

Cette échéance sera ponctuée par des rendez-vous importants.

Les élections prud'homales, dans un an, seront une étape et un moment fort pour mesurer notre influence.

D'ores et déjà, la campagne prend forme. Dès ce mois, ce sont les inscriptions sur les listes électorales et le lancement des appels à candidatures qu'il faut engager en direction des syndicats.

La confédération veut marquer l'animation de la préparation de cette élection importante par :

- ✓ L'articulation avec l'activité revendicative et le quotidien pour coller aux préoccupations des salariés,
- ✓ Et la réflexion autour de l'accueil des permanences juridiques afin d'en faire un terrain d'intervention du syndicat donc ne pas seulement le réserver aux spécialistes du droit.

Une formation interrégionale d'animateurs de campagne est prévue pour les 11, 12 et 13 décembre à Angers.

Pour résumer, **une CGT qui s'adresse aux salariés**, là où nous ne sommes pas présents, Et **une organisation syndicale dans son ensemble qui mesure les enjeux de la participation à ce scrutin**, là où elle existe.

Cette élection qui concerne toutes les professions du privé comme celles du public, doit être l'occasion de mettre concrètement en œuvre nos décisions de congrès, notamment sur la démocratie syndicale et la qualité de vie syndicale.

Voilà, Chers Camarades, quelques éléments que j'étais chargé de rappeler en ayant bien conscience de ne pas avoir ni repris, ni traité toutes les questions qui font la vie de nos organisations.

Mais la teneur des travaux et vos interventions vont être autant d'éléments qui vont nous permettre de définir des orientations pour le travail à développer sur la région entre deux conférences.

Je vous remercie de votre écoute en espérant ne pas avoir été trop long, je vous souhaite de bons travaux, à nous tous.